

QUERELLES DANS UNE EUROPE NOUVELLE

*L'Europe est aux prises
avec les conséquences
les moins désirables des
révolutions de 1989.*

PAR
LAWRENCE
FREEDMAN

LE PACTE DE VARSOVIE EST CHOSE DU PASSÉ ; UNION soviétique n'a plus de prise sur ses anciens pays satellites ; l'Allemagne réunifiée fait partie de l'OTAN ; le Rideau de fer a été démantelé. La soudaineté de ce processus en a surpris plusieurs, mais nombre des attitudes et des instances datant de la Guerre froide sont inchangées. Par conséquent, l'essentiel du débat actuel sur la sécurité et la défense en Europe porte sur la question suivante : comment adapter au mieux ces instances à la nouvelle situation ? Les crises qui secouent la plupart des pays de l'ancien monde communiste obligent à reformuler la question de la sécurité européenne.

L'expression «instabilité en Europe de l'Est» est devenue synonyme des conséquences politiques les moins désirables de la révolution de 1989. Le déclin de la puissance soviétique signifie que l'Europe centrale et l'Europe de l'Est peuvent à nouveau respirer, mais il sonne aussi le réveil des nationalismes et des antagonismes ethniques, qui avaient été étouffés par la poigne de fer du communisme, en même temps que la libre entreprise et la libre expression. Cependant, tous deux sont exacerbés aujourd'hui par le terrible héritage économique du socialisme d'État.

Le défi pour l'Europe post-révolutionnaire consiste à désamorcer ces tendances négatives en faisant ressortir les aspects positifs de la démocratie libérale et de l'économie de marché. Si cela échoue, une bonne part de l'activité diplomatique est parallèlement consacrée à la réorganisation des institutions et à la conception de nouveaux mécanismes pour la gestion des conflits.

En ce moment même, tout cela est mis à l'épreuve en Yougoslavie et, pour l'instant, l'expérience est salutaire.

Jusqu'au test yougoslave, le débat était assez déconcertant tant il était, pour l'essentiel, axé sur la capacité d'institutions conçues pour accomplir des fonctions précises dans un ensemble de circonstances données, d'accomplir des fonctions très différentes dans des circonstances bien changées. Dans le passé, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) tenait le haut du pavé en la matière. Elle continue d'avoir la seule organisation militaire intégrée importante et est la mieux à même de mettre à contribution les deux partenaires nord-américains.

DANS SON EXAMEN ACTUEL DE SA STRATÉGIE, L'OTAN part encore du principe que le problème le plus grave que les États membres pourraient avoir à affronter serait un

sursaut de l'URSS qui chercherait à regagner son ancienne influence militaire en Europe. Il ne fait aucun doute que la puissance militaire soviétique reste importante et le restera pendant quelque temps encore. Quant à savoir si l'URSS a un intérêt quelconque à s'aventurer militairement hors de ses frontières, il est permis d'en douter lorsque l'on voit les nombreux problèmes internes qui l'assaillent. Il est difficile de dire à quoi la situation ressemblera dans cinq ans (alors que toutes les troupes soviétiques auront été retirées, y compris d'Allemagne), mais la période actuelle pourrait être

très transitoire. L'OTAN a toujours tendance à décrire son rôle avec des concepts issus du passé, et sans référence à la puissance soviétique, ses planificateurs deviendraient totalement désorientés.

L'ALLIANCE S'ATTEND MAINTENANT À ÊTRE AVERTIE amplement à l'avance de tout coup de force soviétique. Ce qui signifie qu'elle peut réduire considérablement ses effectifs actuels et compter sur cet avertissement pour avoir le temps de les reconstituer en cas d'urgence. En étant à ce point axée sur la menace soviétique, l'OTAN n'est pas parée pour des menaces moindres ou pour des menaces extra-européennes. Les dirigeants occidentaux tiennent beaucoup à ce que l'intervention armée directe soit un recours extrême dans toute gestion de crise future et, bien que l'on parle de rendre l'organisation plus «politique», elle n'est vraiment pertinente que lorsque la coopération militaire devient une nécessité. Elle permet de mettre sur pied un commandement et des procédures de contrôle communs, et favorise les plus grandes connaissances qu'entraîne l'inter-opérabilité du matériel et des exercices.

S'AGISSANT D'OFFRIR DES GARANTIES DE SÉCURITÉ À d'anciens membres du Pacte de Varsovie qui ne sentent toujours pas à l'abri d'un coup de force soviétique, mais n'appartiennent à aucune organisation de sécurité collective en activité, l'OTAN a évité de jouer un rôle central. La Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, notamment, ne font guère de secret de leur souhait d'intégrer les rangs de l'OTAN. Pour l'instant, on en est à une coopération plus étroite grâce à des bureaux de liaison et à la participation à l'Assemblée de l'Atlantique Nord (non gouvernementale) qui de seize membres, est passée à vingt-deux. L'OTAN ne veut pas aller plus loin par refus de s'engager vis-à-vis de certains pays pour tous leurs conflits avec des voisins et aussi parce qu'elle ne veut pas créer l'impression qu'elle se ligue de manière provocante contre l'Union soviétique. De nouvelles garanties en matière de sécurité influenceront nécessairement sur la disposition des forces armées, entre autres en déplaçant vers l'Est la ligne de défense avancée et le parapluie nucléaire.

L'OTAN s'efforce d'atténuer les risques pesant sur les nouvelles démocraties en assurant qu'elle ne resterait pas «indifférente» si elles étaient menacées. Elle tente de définir les principes fondamentaux dont la transgression déclencherait une intervention et l'on voit

mal, en fait, comment elle pourrait éviter d'agir en cas d'acte d'agression flagrant.

Au début, les pays de l'Est investissaient de bien plus grands espoirs dans une autre instance, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), au

sein de laquelle on retrouve non seulement les Américains, mais tout le monde. L'Albanie a marqué la fin de son isolement en intégrant la CSCE et les procédures de

*Les difficultés à mettre fin à un
conflit en Yougoslavie ouvre les yeux
sur l'ampleur que pourraient
prendre les problèmes s'il y avait un
soulèvement interne en URSS.*